



« Je sais que lorsque  
j'appelle, je ne suis  
plus seule »

rapport d'activité 2017

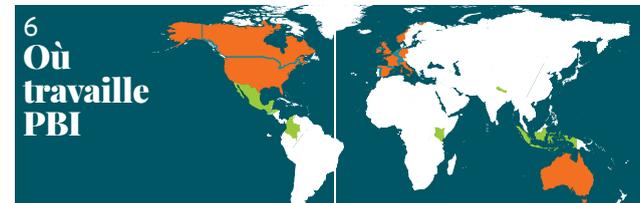
peacebrigadesinternational



# Sommaire

## Photo de couverture :

Maria Mutauta du Centre pour la justice sociale de Mathare (Kenya)



# Chers amis,

**A**PBI nous voulons créer un monde meilleur : un monde où les droits de l'être humain sont respectés, où règne la justice sociale et où tous – ainsi que l'environnement dont nous dépendons – sont à l'abri du mal. Le cœur de notre combat consiste à soutenir les défenseurs des droits humains – ces militants que leur combat pour la justice et l'égalité expose, eux, leurs familles et leurs amis à de sérieux risques.

En 2017, l'ensemble des membres de PBI ont apporté protection et soutien à plus d'un millier de femmes, d'hommes et de défenseurs LGBTI en dépit d'un contexte difficile et des risques énormes auxquels ils doivent toujours faire face. **En Amérique latine,** les volontaires de PBI ont poursuivi leur double approche qui combine un accompagnement physique très visible sur le terrain et un travail de plaidoyer auprès des autorités nationales et de la communauté internationale. Leur travail a concerné **581 défenseurs**. En Afrique de l'est, notre bureau du Kenya a mené un travail de promotion, de protection, de plaidoyer et



de mise en réseau au bénéfice de **74 défenseurs**. En Asie, PBI a contribué à la formation approfondie de 27 **défenseurs « de base » indonésiens** ; au **Népal**, ce sont **413 défenseurs** qui ont bénéficié de formation, de soutien et de protection à travers le dispositif NepalMonitor.org. Toute notre action vise à donner les moyens aux défenseurs de construire sur leur terrain leurs propres dispositifs de soutien, leur propre stratégie de protection et de mise en réseau.

Outre les « belles histoires » racontées dans les pages suivantes, PBI a tenu en 2017 sa 10ème assemblée générale triennale, rassemblant des membres de la famille de PBI pour partager nos expériences et approuver collectivement les orientations qui nous guideront dans les années à venir.

J'ai malheureusement le regret de vous apprendre que John Carlane, un militant de longue date très investi à PBI, président du Conseil International jusqu'à l'année dernière, est décédé en octobre. John a contribué de façon majeure au travail de PBI et à la promotion des droits de la personne humaine : nous nous souviendrons de sa générosité et de son engagement à une échelle internationale. Je sais qu'il se joindrait à moi pour vous remercier de l'intérêt que vous portez à l'action de PBI et pour votre soutien.

*Fathi Zabar*

**Fathi Zabar**  
président du Conseil International de PBI

## Membres du Conseil International en 2017

Fathi Zabar, président  
Erika Zarate, vice-présidente  
Elly Kaas, trésorier  
Shane Guthrie, secrétaire  
Sonia Di Mezza  
Christen Dobson  
Ana Sanchez  
Marianne Bertrand  
Denise Cauchi



**PBI est un dispositif important pour les défenseurs qui cherchent à promouvoir la justice, les droits des peuples autochtones et la préservation des ressources naturelles. L'accompagnement de PBI peut renforcer le travail des défenseurs ; il a un impact sur les pouvoirs publics.**

**LUIS RAMÍREZ**  
Guatemala



# 2017 en chiffres

PBI est un mouvement international de personnes engagées dans le combat pour la justice et pour la paix, en manifestant leur solidarité et leur soutien aux défenseurs des droits de la personne. Le cœur de notre engagement consiste à protéger et soutenir ces militants et ces organisations en renforçant leur sécurité par un accompagnement physique et politique et par des formations à la cybersécurité.

Notre approche s'adapte à la fois aux évolutions du contexte international et aux contraintes particulières auxquelles ces défenseurs doivent faire face dans chaque pays.



**La présence physique de volontaires PBI à nos côtés représente pour nous un gage de vie. C'est grâce à leur présence que nous sommes encore vivants**

**LOLITA CHÁVEZ**

**Conseil des Peuples K'iche (CPK), Guatemala**



**Un accompagnement physique, des missions d'observation et des visites dans les bureaux des organisations accompagnées** ont été assurés pour de nombreux défenseurs (340 femmes, 336 hommes et 6 LGBTI) dans **917 occasions**, en Colombie, au Kenya, au Guatemala, au Honduras et au Mexique

Une présence physique auprès des défenseurs pendant qu'ils mènent leurs missions à hauts risques est un aspect fondamental de notre stratégie dans les pays d'Amérique latine. Les volontaires PBI signifient de façon visible aux agresseurs potentiels que la communauté internationale les observe et qu'elle est prête à agir.

PBI a organisé **229 rencontres** pour permettre à des défenseurs d'améliorer leur sécurité en élargissant leur « réseau ». Il s'agit de rencontres avec d'autres défenseurs ou avec des institutions appropriées, locales, régionales ou internationales.

**PBI a organisé 346 ateliers de formation** auxquels ont participé 925 défenseurs (487 femmes, 389 hommes et 49 LGBTI) en Colombie, au Guatemala, au Honduras, en Indonésie, au Kenya, au Mexique et au Népal. Développer les aptitudes des défenseurs est fondamental pour leur permettre de constituer sur le terrain des réseaux capables d'assurer leur propre sécurité. En Indonésie, par exemple, avec son partenaire ELSAM, PBI assure une formation intensive de 4 mois à des militants de base. Dans les autres pays, PBI anime des ateliers de formation à la sécurité des personnes et à la cybersécurité, des ateliers « bien-être » et des formations de formateurs.



Une volontaire PBI dans la communauté Chamapurro, près de la rivière San Juan, Colombie



**PBI manifeste sa solidarité de façon très importante : en organisant des rencontres avec des gens que nous n'aurions jamais pu rencontrer, PBI nous fait grandir**

**STEPHEN MWANGI**

**Kenya**



PBI a manifesté ses préoccupations concernant le respect des droits au cours de **361 réunions avec des autorités gouvernementales**, locales ou régionales et **741 entrevues avec des membres du corps diplomatique, des organisations intergouvernementales, des ONG internationales**.

Le plaidoyer est un aspect fondamental de la protection que nous voulons assurer.

Nous nous appuyons sur notre connaissance approfondie de la situation des défenseurs pour inciter les autorités à respecter leurs obligations concernant le respect des droits de la personne humaine, ceci au niveau national et international. Nous attirons l'attention sur les problèmes qui se posent et élaborons des recommandations pour améliorer les politiques et les pratiques.

**Des tournées de plaidoyer** ont permis à **26 défenseurs** de recevoir attention et soutien dans les pays d'Europe et d'Amérique du nord.

**Plus d'informations sur les tournées de plaidoyer en pp. 24-25**

PBI a publié **328 bulletins d'information, rapports, videos, émissions de radio et documents informatiques** pour donner plus d'ampleur à la voix des défenseurs et faire connaître la réalité et les difficultés de leur combat. NepalMonitor publie régulièrement des analyses à partir des informations qu'il collecte, notamment des rapports sur l'évolution de la violence de genre. Ce site met également en lumière le travail des femmes-défenseurs au Népal et procure des conseils pour utiliser au mieux cette plateforme. En 2017, 46 blogs ont été mis en ligne ; ils ont majoritairement documenté les actes de violence à l'occasion des élections locales, provinciales et fédérales. NepalMonitor gère également un système d'alerte urgente sur les agressions contre les droits humains.

**Lisez le blog de NepalMonitor :**

[nepalmonitor.org/blog](http://nepalmonitor.org/blog)

PBI accompagne une manifestation contre les féminicides devant le Bureau du Procureur général, Honduras



**Les autorités sont plus disponibles et plus intéressées quand elles savent que nous sommes accompagnés par PBI**  
**SILVIA MENDEZ**

**Centre des droits de l'Homme de Paso del Norte, Mexique**



# Où travaille PBI

## Les groupes nationaux :

Sans ses groupes nationaux, PBI ne pourrait offrir aux défenseurs un accompagnement international et son impact serait limité. Les groupes nationaux font connaître les défenseurs et bâtissent pour eux des réseaux de soutien. Grâce à leurs liens avec les acteurs gouvernementaux, les parlementaires, les juristes et les associations de leur pays ils diffusent le message des défenseurs et veillent à ce que la communauté internationale réponde à leurs besoins.

Ils participent également à la formation et au recrutement des volontaires, informent sur la situation des droits humains dans les pays d'intervention et récoltent des fonds.

Allemagne

Australie

Belgique

Canada

Espagne

Etats-Unis  
d'Amérique

France

Irlande

Italie

Norvège

Pays-Bas

Royaume-Uni

Suisse

## COLOMBIE :

21 volontaires internationaux accompagnent les membres de 19 organisations et deux défenseurs individuels qui oeuvrent en faveur d'une variété de problèmes, tels les violations des droits dues à des intérêts économiques ou les disparitions forcées. Les volontaires sont basés à Bogotá, Barrancabermeja et Apartadó.

## GUATEMALA :

9 volontaires internationaux accompagnent les membres de 10 organisations et un défenseur individuel qui travaillent sur des problèmes d'environnement, de droit à la terre, d'impunité et sur les méfaits de la mondialisation. Les volontaires sont basés à Guatemala-ville et se déplacent dans le reste du pays.

## HONDURAS :

Sept volontaires internationaux accompagnent les membres de 3 organisations et deux défenseurs individuels, qui oeuvrent dans plusieurs domaines : entreprises et droits humains, droit de la terre, droits des populations autochtones, liberté d'expression, soutien des victimes, droits des femmes et des minorités LGTBI. Les volontaires sont basés à Tegucigalpa.

## INDONÉSIE :

Deux membres internationaux de PBI ont travaillé en partenariat avec ELSAM, organisation indonésienne de promotion des droits de l'Homme.

## KENYA :

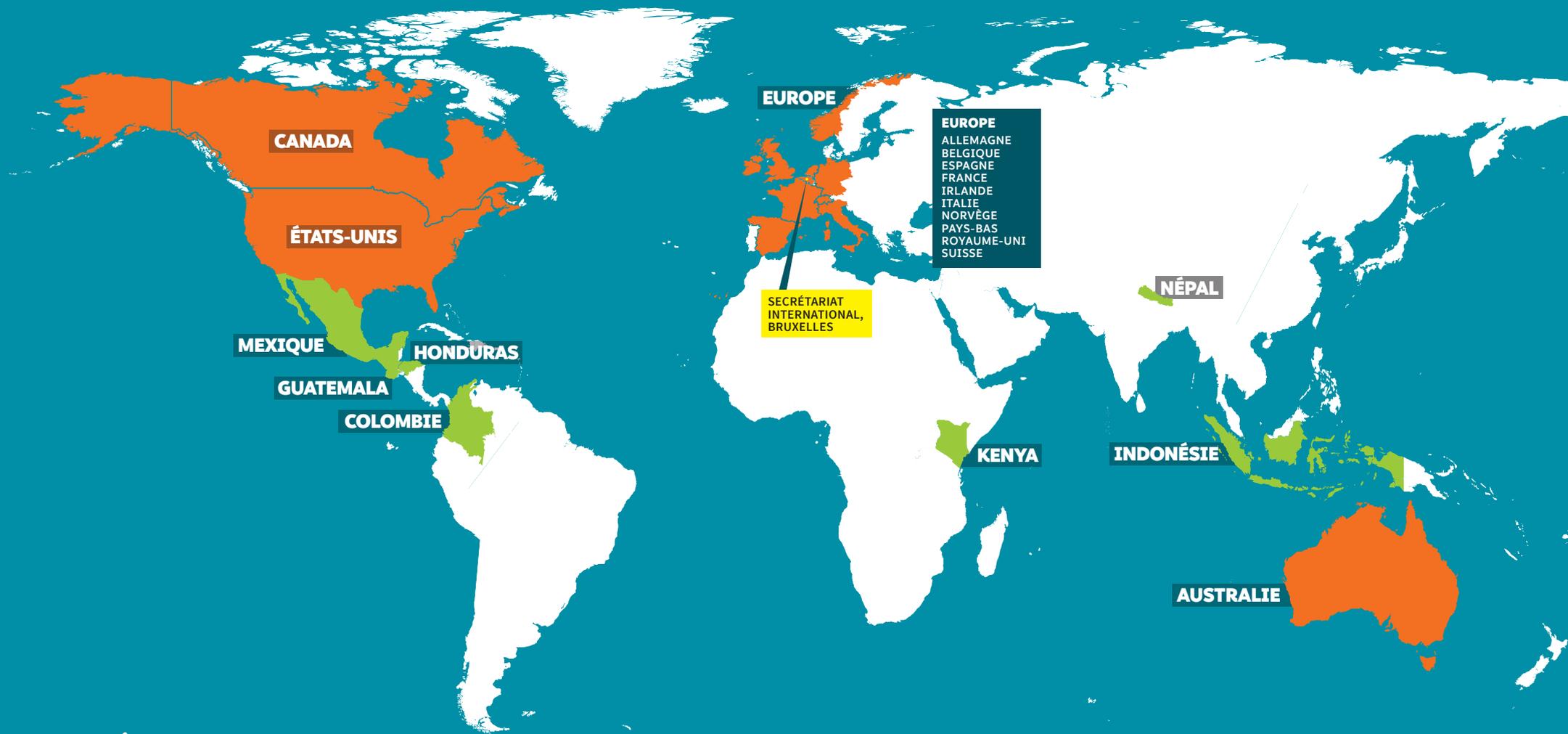
Quatre volontaires internationaux accompagnent les membres de deux organisations de terrain et 44 défenseurs individuels dans les bidonvilles de Nairobi et dans la région du Mont Kenya. Ce travail comporte l'assistance à des audiences en justice, à des rassemblements de quartier, et des visites aux postes de police. Le Programme de PBI-Kenya est basé à Nairobi.

## NÉPAL :

Un international et 5 salariés locaux, basés à Katmandou, travaillent pour NepalMonitor.org, un dispositif visant à la prévention des conflits qui localise les incidents de sécurité et les atteintes aux droits sur l'ensemble du territoire népalais.

## MEXIQUE :

10 volontaires internationaux accompagnent les membres de 14 organisations qui travaillent sur les disparitions forcées, l'impunité, les droits de femmes et des populations autochtones, la protection de l'environnement. Les volontaires sont basés dans deux équipes de terrain au nord et au sud du Mexique, intervenant dans les états de Chihuahua, Coahuila, Oaxaca et Guerrero. Un bureau de coordination est basé à Mexico.



## LÉGENDE :

- Programmes de terrain
- Groupes nationaux
- Secrétariat international

# COLOMBIE :

## combattre l'impunité et dévoiler le rôle de l'État

**L**es journalistes qui révèlent des faits de corruption et cherchent à établir la vérité prennent des risques comme d'être intimidés, menacés, agressés, criminalisés dans beaucoup des pays où travaille PBI. Ceux auxquels ils s'attaquent sont toujours puissants et souvent impitoyables. En Colombie, PBI a accompagné Claudia Julieta Duque, une journaliste d'investigation qui depuis 2010 a révélé des scandales de corruption et établi le lien entre de graves violations des droits humains et des entités étatiques. Claudia était espionnée et menacée par le Département Administratif de Sécurité (DAS). Elle a, sans répit, mis à



Une volontaire PBI au cours d'un accompagnement d'une communauté autochtone, dans une installation provisoire, Mapiripán, Meta, Colombie



**PBI a un rôle fondamental pour préserver la vie de ceux qui ne croient pas aux armes, qui travaillent sur des sujets que le pays désapprouve. PBI apporte une sécurité dans la vie quotidienne, les volontaires qui m'accompagnent sont comme mes anges gardiens. Je ressens vraiment que cet accompagnement quotidien me permet de continuer mon travail ; j'ai l'esprit plus tranquille**

**CLAUDIA JULIETA DUQUE**  
journaliste





PBI accompagne NOMADESC pendant une grève à Buenaventura



Bladimir Arteaga Guerra et des volontaires PBI lors du 20ème anniversaire de la communauté de Paix de San José de Apartadó, Urabá



Volontaire PBI à La Esperanza (Communauté de paix de San José de Apartadó)

« **Les agressions perpétrées contre la journaliste manifestent les caractéristiques d'un crime contre l'humanité**

**BUREAU 189 DU PROCUREUR SPÉCIALISÉ DANS LES CRIMES CONTRE LES DROITS HUMAINS. OCTOBRE 2017**

»

jour ces crimes et poursuivi leurs auteurs devant les tribunaux en dépit des risques encourus et des tentatives constantes de la faire taire.

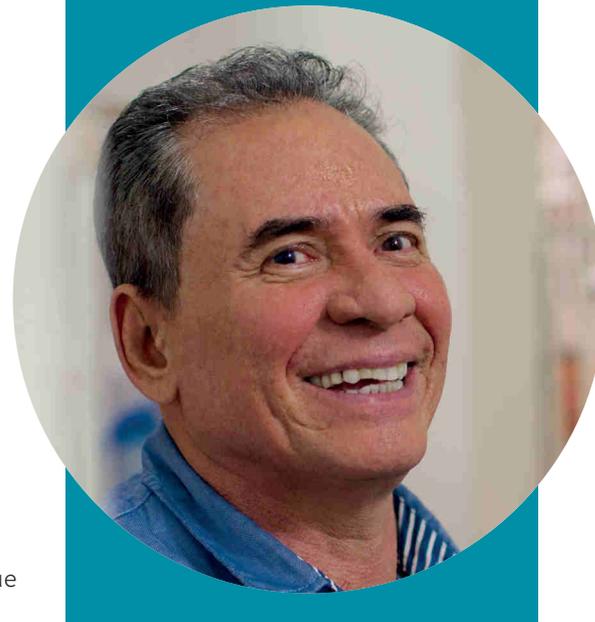
En 2017 dans une décision de justice qui fera date, plusieurs ex-membres de la DAS ont été condamnés pour les tortures psychologiques infligées à Claudia. C'était la première fois en Amérique latine, qu'un tribunal considérait la torture psychologique comme un crime en soi (non pas en association avec d'autres crimes) et la première fois qu'un dossier était basé sur des documents provenant de la DAS, responsable des fait incriminés.

Tout au long de l'année 2017, PBI a poursuivi son accompagnement physique de Claudia tandis qu'elle menait son travail et participait aux audiences du tribunal. Nous avons beaucoup travaillé à faire connaître ce cas et à solliciter les diplomates de l'Union européenne et d'autres pays pour qu'ils assistent aux audiences. Nous avons également travaillé avec le Département de la Sécurité intérieure des États-Unis et avec des organismes de protection des droits de l'Homme pour demander l'expulsion d'ex-membres de la DAS réfugiés aux États-Unis – et parmi eux, Enrique Ariza, ancien directeur de la DAS, qui a été expulsé en avril. Claudia continue d'être pour le journalisme une force que rien ne peut arrêter.

« **Les associations de défense des droits de l'Homme en Colombie apprécient l'accompagnement protecteur offert par PBI et souhaitent que cette activité se poursuive afin que soient reconnus les menaces et assassinats que subissent les défenseurs. Il est très important que PBI reste en Colombie**

**DAVID RAVELO CRESPO**

»



# GUATEMALA :

## demander justice et protéger les survivants

**B**eaucoup des personnes et des organisations accompagnées par PBI luttent contre l'impunité. Elles demandent justice pour des crimes dont les auteurs, des personnes puissantes et haut-placées, n'ont pas été poursuivis, ni punis. Les victimes sont laissées sans réparations ou compensations pour leurs blessures et leurs pertes. Elles – et la société tout entière – n'ont pas accès à la vérité en ce qui concerne les agressions dont elles ont été victimes. Ceux qui demandent justice, victimes, avocats, journalistes, prennent des risques immenses et sont particulièrement vulnérables car ceux qui redoutent leur combat ont les moyens d'agir impunément.

Parmi les nombreux groupes soutenus par PBI dans leur quête de justice se trouvent les survivants de



PBI accompagne BDH à une audience publique concernant le cas CREOMPAZ, juin 2017

### Témoignages des survivants de Chicoyogüito :

ils sont anonymes pour protéger la sécurité des membres de la communauté, la procédure étant toujours en cours



**Nous n'allons pas abandonner. Nous devons aller de l'avant, quelles que soient les menaces. Nous devons démontrer que nous, les peuples autochtones, nous sommes persécutés pour notre terre et parce que nous révélons la vérité. Ils veulent nous réduire au silence.**



**Notre communauté est mieux respectée grâce à la présence de PBI. Merci pour votre présence à nos côtés. Il est crucial que les gouvernements étrangers sachent ce qui est arrivé et que vous les informiez de ce que fait notre gouvernement.**



**Nous avons souffert aux mains des soldats... nous n'oublierons jamais ce qui nous est arrivé... nous gardons cela sur nos lèvres, dans notre tête, et nous devons dire cette vérité. Nous devons poursuivre en justice : nous demandons avant tout que justice soit faite**



PBI en mission  
d'observation pendant  
une cérémonie  
d'AVECHAV, janvier 2017



**L'accompagnement de PBI pendant le procès a été très important, parce que les avocats de la défense ont été très agressifs : la présence de PBI a amélioré notre sentiment de sécurité dans un climat extrêmement conflictuel**  
**LES AVOCATS DE BDH**



Chicoyogüito, un petit village autochtone du Guatemala. Dans les années 60 des soldats sont arrivés dans leur village et ont obligé les membres de la communauté à travailler gratuitement pour eux. Le site est devenu une base clandestine pour des détentions illégales, des exécutions extra-judiciaires, de disparitions forcées, un lieu de torture et de viol. En 1968, tous les habitants qui n'avaient pas fui ont été déplacés de force : à ce jour ils n'ont pas retrouvé leur village.

Les membres de la communauté Chicoyogüito (constitués en association de voisinage sous le nom : AVECHAV) ont fait traduire en justice les responsables

de cette déportation, les accusant de crime contre l'humanité. De ce fait, ils prennent de gros risques. En 2017 PBI a assuré l'accompagnement des témoins appelés devant la Haute Cour de justice et des diverses manifestations pacifiques. Nous avons étudié attentivement les conditions de leur sécurité et fait appel à la communauté internationale pour qu'elle exprime son soutien. Celle-ci a manifesté son intérêt pour la situation des témoins au long de l'année 2017 et les membres de la communauté estiment se sentir plus en sécurité grâce à l'accompagnement de PBI.



**Vous êtes notre soutien pour le progrès de la justice et du respect vis-à-vis de notre communauté. Grâce à votre accompagnement notre communauté est beaucoup plus respectée. Merci de ne pas nous avoir laissés seuls dans notre combat pour notre terre et pour la justice, merci de rester auprès de nous jusqu'à ce que nous récupérons notre terre – ce à quoi nous aspirons. Nous vous remercions d'être avec nous dans chacune de nos activités. Il est vital que les gouvernements étrangers apprennent ce qui se passe ici au Guatemala et que vous continuiez à les en informer**

**CONSEIL  
D'ADMINISTRATION  
DE AVECHAV**



# HONDURAS :

## défendre le droit à la terre et soutenir les communautés autochtones



L'accompagnement de PBI nous a vraiment aidés. Les menaces ont diminué, la communauté se sent moins isolée. Les ateliers de formation ont amélioré notre sécurité et réduit notre anxiété. Notre manifestation à Quimistán s'est déroulée pacifiquement : je suis sûr que cela était dû au plaidoyer de PBI et à sa présence physique. L'accompagnement de PBI accroît notre sentiment de sécurité.



**D**ans le monde, en 2017, près de 4 personnes ont été tuées chaque semaine parce qu'elles défendaient leur terre ou leur environnement – et l'Amérique latine reste particulièrement concernée. Au Honduras, ceux qui défendent les terres des populations autochtones contre des exploitations minières massives, contre des barrages et des projets d'exploitation forestière prennent de très grands risques. Cinq militants ont été assassinés et beaucoup d'autres doivent affronter des menaces et des agressions à main armée ( y compris la fille de la militante environnementaliste Berta Cáceres assassinée en 2016, quelques semaines après avoir été désignée comme leader de l'organisation de défense des droits des autochtones précédemment dirigée par sa mère)



**Nous nous sentons plus en sécurité lorsque PBI nous accompagne, notamment dans les situations les plus conflictuelles**  
**CEHPRODEC**



PBI accompagne CEHPRODEC pendant une consultation populaire concernant un projet d'exploitation minière

Lorsque, en 2010, des programmes d'exploitation minière et hydro-électrique se sont implantés sur leurs terres sans qu'il en aient été informés et sans leur consentement, les leaders de la communauté ont créé l'association MILPAH (Mouvement Indépendant des populations autochtones Lenca à la Paz, Honduras). Les membres de ce mouvement ont été victimes d'agressions, de menaces de mort, harcèlement, filatures, diffamation, criminalisation et tentatives d'assassinat : trois d'entre eux ont été tués en 2015. Des policiers armés ont tenté à plusieurs reprises de les expulser de leur terre, sans succès. En janvier 2017, Victor Vásquez, un des responsables du mouvement, et quatre autres personnes ont été blessés quand des soldats ont tiré sur eux.

Le Centre Hondurien pour la PROMotion du Du DEveloppement Communautaire (CEHPRODEC), également accompagné par PBI, conseille MILPAH pour la défense des droits de la population Lenca. A la suite d'une réunion

organisée par PBI entre CEHPRODEC et la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) à Washington en avril 2016, celle-ci accorda à Victor Vásquez des mesures de protection en janvier 2017. A la suite de quoi, les représentants honduriens du dispositif de protection rencontrèrent MILPAH au mois de mars pour mettre au point la mise en œuvre de cette mesure. Parmi ces mesures de protection, étaient prévus des ateliers de formation à la convention 169 de l'OIT pour les défenseurs et les autorités locales et l'installation de panneaux solaires pour que les membres de la communauté puissent recharger leurs téléphones et communiquer avec l'extérieur. C'est la première fois que l'État du Honduras met en œuvre des mesures collectives.



PBI accompagne la COPINH pendant une marche en mémoire de Berta Cáceres



PBI accompagne Kevin Ramirez et les membres de l'Association de défense des biens communs de Quimistán, Santa Barbara

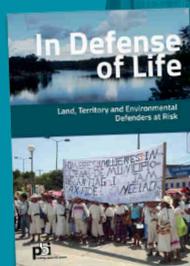

**PBI a été présent au cours de toutes nos activités lorsqu'elles présentaient un risque de haut niveau, comme lors de la consultation organisée à La Paz où nous redoutions un conflit. La présence de PBI aux côtés d'autres organisations internationales permet d'éviter des conflits. PBI joue un rôle clef dans toutes ces activités**


**JOSÉ LUIS**  
 DIRECTOR, CEHPRODEC

# MEXIQUE :

## défendre le droit à la terre et protéger les défenseurs de l'environnement

Consultez le rapport « *Protéger la vie : terre, territoires et défenseurs de l'environnement à risques* »



[https://pbi-mexico.org/sites/pbi-mexico.org/files/Defender\\_la\\_Vida%20ENG.pdf](https://pbi-mexico.org/sites/pbi-mexico.org/files/Defender_la_Vida%20ENG.pdf)

**A**u moins 15 défenseurs de l'environnement ont été assassinés en 2017 au Mexique et un grand nombre d'autres ont été victimes de menaces, agressions, filatures, harcèlement, criminalisation et campagnes de diffamation. En retour, PBI a intensifié ses mesures de protection et ses activités de plaidoyer pour les défenseurs de l'environnement au nord et au sud du Mexique.

En mai, PBI a contribué au rassemblement de 50 défenseurs de la terre, des territoires et de l'environnement à Mexico pour qu'ils travaillent ensemble à la mise en

œuvre de mesures de protection. Les participants ont publié un communiqué commun appelant la communauté internationale à soutenir leurs actions de résistance.

Dans l'état de Chihuahua, en juin, à la demande de la société civile, le gouvernement a signé un plan d'urgence qui comportait des mesures concrètes pour prévenir les atteintes aux droits humains et garantir leur non-répétition. Il visait en particulier les risques encourus par les communautés de la Sierra Tarahumara. PBI a contribué à la rédaction d'un rapport officiel pour le Comité des droits économiques,

PBI accompagne Cristina Auerbach de l'association des familles de Pasta de Conchos, Coahuila





Participants à un atelier pour les défenseurs de la terre, du territoire et de l'environnement à Mexico

@Carlos Guenvara-PNGPDDH

sociaux et culturels de l'ONU qui a élargi l'audience donnée aux expériences des défenseurs que nous accompagnons et notamment des femmes défenseurs. En décembre, PBI a publié « Protéger la vie : terre, territoires et défenseurs de l'environnement à risques » un rapport sur les défenseurs mexicains de l'environnement élaboré au sein d'un atelier participatif. Cet événement amena des défenseurs de l'ensemble du Mexique à rencontrer des diplomates – notamment ceux qui travaillent dans les agences de l'ONU au Mexique – afin de partager leurs informations et leur besoin de protection. Pour plusieurs participants, c'était la première occasion

de faire part de leurs préoccupations à la communauté internationale.

Grâce à leur indéfectible engagement et à leur énergie, avec le soutien de PBI, les défenseurs de l'environnement ont obtenu des succès notables. Le travail de Pasta de Conchos a permis de réduire sensiblement le taux de mortalité dans les mines de charbon de Coahuila. Les communautés autochtones du Guerrero soutenues par le Centre des droits humains de la montagne « Tlachinollan » ont rejeté l'exploitation à ciel ouvert. PBI est très fier de soutenir ces organisations et ces militants admirables.



**PBI nous donne la possibilité de rester vivants. Parfois je sens la mort toute proche, qu'elle « souffle dans mon cou » comme disent les mineurs. PBI me permet, à moi et à d'autres défenseurs de me réveiller vivante chaque matin et je lui en suis très reconnaissante**

**CRISTINA AUERBACH**  
association des familles de Pasta de Conchos



**A lui seul le plaidoyer international n'est pas suffisant, mais il est nécessaire pour attirer l'attention sur les atteintes aux droits de l'homme et sur les défenseurs qui sont menacés. C'est pourquoi le travail de PBI et d'autres organisations est très important : il nous permet d'ouvrir des portes qui nous seraient autrement fermées**

**MARCOS LEYVA**  
directeur de EDUCA





**Nous travaillons dans quatre régions du sud du pays où nous nous rendons fréquemment. Pendant ces déplacements nous bénéficions de l'accompagnement de PBI. Par exemple, si nous accompagnons une communauté pendant une manifestation, comme à Buenaventura, PBI nous accompagne, nous NOMADESC, et nous accompagnons les communautés. Cela crée une chaîne d'accompagnements qui est protectrice. Nous ne pourrions pas faire cela sans l'aide de PBI car NOMADESC est une des rares organisations en Colombie qui n'accepte pas la protection de l'État**

**BERENICE CELEITA**

NOMADESC, Colombie



**L'accompagnement de PBI nous a beaucoup aidé, les menaces ont diminué, la communauté ne se sent plus isolée. Grâce aux ateliers de formation, le sentiment de sécurité a augmenté et la peur a déçu**

**KEVIN RAMIREZ**

directeur de l'association pour la préservations des biens communs de Quimistán (ASODEBICOQ), Honduras





**Le centre pour la justice sociale de Mathare a été fondé en 2015 et depuis cette date nous travaillons avec PBI qui nous offre un vaste dispositif de solidarité. Ils nous aident à nous développer en organisant des rencontres avec des gens que nous ne pourrions pas contacter sans eux**

**STEPHEN MWANGI**

**Centre pour la justice sociale de Mathare (MSJC), Kenya**



**La présence physique des volontaires PBI près de nous signifie promesse de vie pour nous. Ce n'est que grâce à cette présence que nous sommes toujours vivants**

**LOLITA CHÁVEZ**

**Conseil du peuple K'iche (CPK), Guatemala**



# KENYA :

## plus forts ensemble avec la boîte à outils des femmes défenseures

Consultez la boîte à outils sur

<http://www.toolkit-whrd-kenya.org/>

**L**es femmes défenseures font souvent face à plus d'obstacles et de menaces que les hommes. Au Kenya, les femmes ne sont pas censées prendre la parole en public, ni contester le statu quo. Les femmes défenseures souffrent de menaces, elles sont stigmatisées, rejetées – voire pire – non seulement à cause de leur engagement pour plus de justice mais simplement du fait de leur genre. On leur dénie l'égalité des droits dans l'espace public ; elles sont souvent accusées de menacer « la famille », l'ordre social et même la stabilité de l'État. Dans la pauvreté des bidonvilles qui s'étendent autour de Nairobi les femmes défenseures peuvent se sentir particulièrement isolées et impuissantes.

En 2017, dans le cadre du Projet « Boîte à outils », PBI a réuni chaque mois 15 défenseurs des droits des femmes

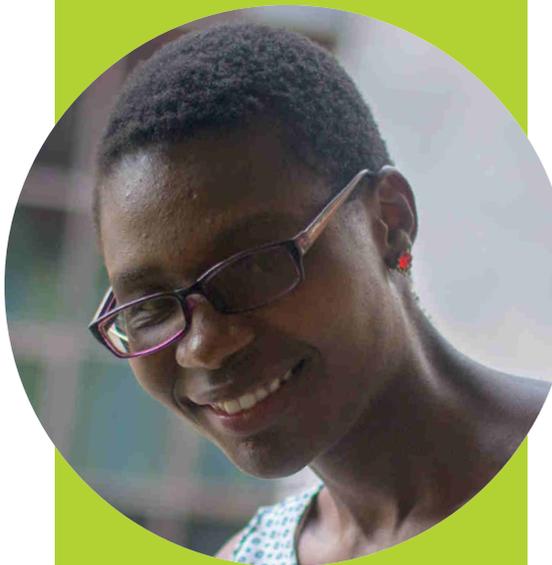
(12 femmes et 3 hommes) venant des bidonvilles de Nairobi pour échanger sur leurs expériences, leurs réseaux, et se soutenir mutuellement. Avec le soutien expérimenté de PBI, le groupe a développé des stratégies collectives pour réclamer des droits, assurer la sécurité de ses membres, développer des réseaux de soutien et plaider pour une prise en charge des multiples risques auxquels font face les participants.

En travaillant sur des problèmes comme les violences de genre, les mutilations féminines, les brutalités policières et les exécutions extra-judiciaires, les défenseurs sont devenus les champions du changement dans leurs communautés.

« Je sais que lorsque j'appelle, je ne suis plus seule »

**MARIA MUTAUTA**  
Centre pour la justice sociale de Mathare





Nous, les collaboratrices de la boîte à outils, nous avons des idées et des talents. La boîte à outils alimente notre programme

**JUDITH ADHIAMBO OCHIENG**

Centre d'aide juridique de Langata



Auparavant, la voix des femmes n'était pas entendue. Les choses changent lentement, et c'est un changement positif : les femmes ont plus de pouvoir. Ensemble nous espérons créer une communauté où les défenseurs des droits de la personne peuvent s'exprimer, où les gens obtiendront justice : c'est à cela que nous devons travailler

**KATE WANGUI**

Femmes de Kibera pour la Paix et l'Équité



Je suis devenue une militante des droits humains parce que j'ai été opprimée ; beaucoup de femmes vivent la même chose que moi. Je veux que le plus grand nombre de gens connaissent leurs droits et sachent ce que représente l'oppression. La boîte à outils va nous aider, mais également les gens qui travaillent avec nous, et ceux pour lesquels nous nous battons : ensemble nous partageons nos connaissances et nous entraînons à savoir agir immédiatement quand les choses arrivent

**RAHMA WAKO**

Centre pour la justice sociale de Mathare



Quand des femmes veulent prendre des responsabilités, les hommes leur disent souvent qu'elles ne le peuvent pas. On nous dit qu'il faut suivre les traditions. Moi je dis non, nous devons prendre la parole

**JACKLINE**

**KWAMBOKA**

Ambulance St John



# INDONÉSIE :

## abattre les barrières en défendant les droits des personnes LGBTI

**L**e programme de « renforcement des compétences » a été développé par PBI en association avec son partenaire local ELSAM (Institut de recherche politique et de plaidoyer) en réponse aux très grands risques encourus par les défenseurs qui travaillent en Indonésie, particulièrement dans les régions rurales et reculées. Ce programme s'est poursuivi en 2017, toujours en faveur de défenseurs de base. La formation de 4 mois se concentre sur l'apprentissage des méthodes pour recenser et rapporter les violations des droits humains, mener des actions de plaidoyer auprès du gouvernement indonésien et de la communauté internationale, et organiser son propre réseau pour accroître sa sécurité. La



**PBI et le programme de renforcement des compétences développé par ELSAM a été important pour mon action visant à mettre fin à la discrimination et aux stigmatisations subies par les minorités LGBTI et les malades du SIDA. Plus largement, il est important que tous les défenseurs partagent les objectifs des uns et des autres pour promouvoir les droits humains à travers l'Indonésie.**



Zakura N A Laratmase pendant sa visite aux Pays-Bas, novembre 2017

formation contribue au développement du travail mené par ces défenseurs.

Zakura est un responsable de la petite communauté transgenre de Sorong, une communauté marginalisée.

Depuis qu'il a terminé sa formation, Zakura a partagé son savoir avec d'autres membres de sa communauté, s'est formé auprès du réseau AIDES et continue de plaider passionnément pour mettre fin aux discriminations subies par les personnes vivant avec le HIV à Sorong. En novembre, Zakura a fait une tournée de plaidoyer en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne pour susciter l'attention et solliciter un soutien international. A Bruxelles il a participé à une rencontre organisée par ProtectDefenders.eu



**Je suis très reconnaissante d'avoir été choisie pour participer à la rencontre organisée par ProtectDefenders.eu ce qui me permet d'accroître mes compétences et de multiplier mes occasions de poursuivre mon travail comme militant du droit à la santé des personnes LGBTI et des malades du SIDA à Sorong, Papouasie occidentale**



aux côtés de représentants d'ONG, d'institutions gouvernementales et européennes.

Pendant sa formation, Zakura a tissé des liens avec d'autres défenseurs, leur ouvrant les yeux sur les injustices subies par sa communauté, effaçant des barrières et démontant les préjugés affectant les membres des minorités sexuelles et les malades du SIDA en Indonésie. Lui et ses camarades, militants transgenres, partagent régulièrement sur leur pratique et participent à des actions de plaidoyer au côté de défenseurs qui s'étaient précédemment séparés de la communauté LGBTI.



**J'espère que PBI et ELSAM vont continuer à offrir aux communautés de base et aux victimes de violations la possibilité de participer à ce programme**



Stagiaires en formation au cours d'une recherche sur les droits socio-économiques au sein des populations urbaines défavorisées de Jakarta

## Crise d'identité

Les personnes lesbiennes, gay, bi, trans et intersexuelles subissent discrimination, harcèlement et hostilité dans leur vie quotidienne. En Indonésie, les défenseurs LGBTI font face à une difficulté supplémentaire parce qu'ils interpellent des normes de comportement telles que cela fait d'eux la cible de partis politiques et d'organisations militantes conservatrices. La répression gouvernementale sur les droits

des LGBTI a intensifié les risques pris par ceux qui parlent en leur nom. Dans le climat créé par les violents discours anti-LGBTI prononcés par des membres du gouvernement et par des autorités religieuses, les raids de la police et les agressions commises par des religieux extrémistes sur des rassemblements LGBTI ont augmenté. Systématiquement, les polices locales et nationale ne donnent pas suite aux demandes de protection des défenseurs LGBTI (cf Frontline Defenders, décembre 2017). Dans ce climat d'hostilité la communauté des défenseurs indonésiens peut être amenée à considérer le travail des défenseurs LGBTI comme différent du sien, à ne pas le reconnaître comme faisant partie de leur combat commun, au moment où cela serait le plus nécessaire.

# NÉPAL :

## protéger les familles en défendant les droits des personnes LGBTI

**N**otre programme NepalMonitor avec son partenaire local COCAP travaille pour et avec les défenseurs des droits de la personne pour améliorer leur protection et soutenir leur travail en faveur de la paix et des droits. En 2017, NepalMonitor continue de localiser et recenser les atteintes à la sécurité et aux droits à travers le Népal : ainsi il démocratise l'accès à ces informations et favorise l'attention publique sur ces sujets. En 2017 nous avons publié 4.127 rapports d'incident sur notre plate-forme et 46 entrées de blog

(contre respectivement 3.089 et 14 en 2016). Nous avons également organisé 9 ateliers de formation pour les défenseurs et les avons mis en contact avec des organisations aptes à les conseiller et à les soutenir.

NepalMonitor est vraiment utile aux défenseurs et à ceux qu'ils veulent soutenir. Prenons l'exemple d'un couple pakistanais, Amal et Zareen\*. Ce couple a dû fuir au Népal pour échapper aux persécutions que leur attirait leur orientation sexuelle, fuir en abandonnant leur fils nouveau-né, car celui-ci ne pouvait obtenir de papiers d'identité,



Indira Ghale distribue des bourses d'études dans une école, district de Nuwakot



**Merci pour notre nouvelle vie : c'est ce qu'il y a de meilleur au monde. Le soulagement que je ressens est quelque chose d'inexprimable. Merci d'avoir rendu cette relocalisation possible et merci pour toute votre aide. Merci pour votre humanité. Merci pour votre compréhension**  
**AMAL\***



**Un grand merci ! Nous nous sentons très privilégiées et bénies d'avoir des amis comme vous, merci de nous avoir accompagnées à chaque instant, merci, merci...**  
**ZAREEN\***



\*Messages reçus après leur émigration au Canada. Les deux prénoms ont été modifiés pour des raisons de sécurité



Rencontre de travail annuelle des deux conseils d'administration de COCAP et NepalMonitor

**Consultez le Monitor :**

**nepalmonitor.org/blog**

dans l'impossibilité où il était d'être déclaré par un père. Le couple était traumatisé et très vulnérable. Le Népal n'ayant pas signé la convention des Nations Unies pour les réfugiés, ceux-ci ne sont pas autorisés à travailler.

NepalMonitor a mis le couple directement en contact avec deux femmes défenseuses Shyra Karki et Indira Ghale qui l'ont soutenu en lui trouvant un logement, un peu d'argent et l'ont aidé, malgré les risques encourus, à plaider sa cause auprès du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés et des autorités népalaises. NepalMonitor et le

COCAP ont collaboré de près avec Shyra et Indira pour mobiliser la communauté internationale et accompagner le couple à des entretiens avec les autorités népalaises et la police (pour favoriser leur sécurité). Grâce à ces efforts collectifs et coordonnés le couple a pu surmonter beaucoup d'obstacles et vient juste d'être relocalisé au Canada où leur jeune fils les rejoindra bientôt (mars 2018).

# LES GROUPES NATIONAUX :

## créer des liens pour renforcer la protection des personnes accompagnées

**PBI a organisé 18 tournées de plaidoyer en 2017 pour 26 défenseurs.**

**A**ider les militants à créer des liens est une des principales activités de PBI. Augmenter la visibilité des défenseurs et leur réseau de relations est vital pour leur sécurité tout en facilitant le soutien de la communauté internationale. Les groupes nationaux sont au cœur de ce travail de mise en relation des défenseurs avec les autorités gouvernementales, des avocats de haut niveau, et des militants associatifs, qui sont, par la même occasion tenus informés des derniers développements des situations en cours.

### Vaincre l'impunité au Népal

Dipendra Jha, avocat népalais, responsable de l'«Alliance des défenseurs des droits humains au Terai» (THRDA) travaille sur les atteintes aux droits dans cette région du Népal depuis 2007. En 2015, la police a ouvert le feu contre des manifestants qui protestaient contre la nouvelle constitution, faisant 56 morts. Aucun des responsables n'a été inculpé et THRDA a découvert qu'il n'y avait même pas d'enquête sur ce drame. Le gouvernement avait bien nommé une commission mais jusqu'à présent (au moment où nous mettons sous presse) aucun dossier n'avait été ouvert.

En avril 2017, PBI a organisé pour Dipendra Jha une tournée en Allemagne et au Royaume uni pour alerter l'opinion internationale sur cette situation. En Allemagne, Dipendra a participé à un

forum sur le dialogue au Népal, au Royaume uni, il a rencontré la commission parlementaire inter-partisane sur les droits humains, des représentants du Foreign Office et des avocats. La parlementaire Ann Clywd a présenté une motion à propos de ce cas. La couverture de cette initiative dans le Kathmandu Post et sur le site Khabar amena le gouvernement du Népal à amender la constitution de façon à donner une représentation plus juste aux populations marginalisées du Terai.

En décembre, Dipendra est retourné au Royaume uni où PBI a organisé des rencontres très fécondes avec le Foreign Office, des parlementaires, le Barreau du royaume uni et Amnesty. Le comité du Barreau pour les droits humains a écrit au gouvernement népalais le pressant d'agir. Dipendra vient juste d'être nommé Avocat général du Terai.



**Il est important de comprendre que chacun d'entre nous compte ; chacun de nous dans nos communautés et dans les organisations accompagnées, chaque volontaire PBI dans chaque pays, et tous ceux qui travaillent dans le milieu diplomatique. Le moindre pas vient donner de la force au mouvement**

**NORMA SUT SANCIR**

**Coordinatrice de l'association des fermiers Ch'orti' « New Day », Guatemala**



## Des points communs en Amérique latine

Il peut être très fécond de rassembler des défenseurs de différents pays pour qu'ils échangent entre eux. Tout en aidant les défenseurs individuels à développer leur réseau, de telles rencontres mettent en évidence des schémas communs dans les atteintes aux droits comme dans les stratégies de lutte.

En mars 2017 PBI a convié Berenice Celeita (Colombie) et Marcos Ramirez (Guatemala) pour une tournée commune en Europe, centrée sur les enseignements et les défis des accords de paix dans les deux pays. Ils ont été reçus en Belgique, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, en Suisse, en Norvège, en Irlande et

en Espagne où ils ont eu des entretiens dans les Ministères des Affaires étrangères, avec des parlementaires, des médias et des associations de défense des droits de l'Homme. A Bruxelles ils ont rencontré des parlementaires européens et des membres de la DEVCO (Commission européenne). Ils ont participé à une conférence organisée en partenariat avec la Maison de l'Amérique latine.

Compte tenu du succès de cette tournée organisée conjointement avec le Collectif Guatemala (France), PBI a organisé une autre tournée commune en France qui a accueilli Aurelia Arzu (Honduras),



Aurelia Arzu de OFRANEH (Honduras) pendant une interview à Radio RaBe, Berne (Suisse)

Marcos Ramirez pendant sa tournée conjointe avec Berenice Celeita en France



@Brett Walsh Photography

Rolando Lopez et Francisco Sanchez (Guatemala) pour parler du thème « Entreprises et Droits de l'Homme » en Amérique centrale. Aurelia s'est également rendue en Suisse où elle a participé à un événement pour l'envoi d'une nouvelle volontaire suisse au Honduras.

En octobre, PBI a organisé la venue à Madrid de défenseurs du Guatemala, du Honduras et du Pérou pour participer à deux journées de débats et de tables-rondes afin d'élaborer des stratégies pour contrer la multiplication des cas de criminalisation de défenseurs en

Amérique latine. L'évènement a permis à Lolita Chávez, Omar Jerónimo, Norma Sancir (Guatemala), Bertha Olivia (Honduras) et Mirtha Vásquez (Pérou) de présenter leur travail de défense des droits aux représentants de la Commission inter-américaine des droits de l'Homme, du Service européen pour l'action extérieure, du Ministère espagnol pour les affaires étrangères et la coopération, et de l'Institut catalan pour les droits de l'Homme au cours d'ateliers en commun et de rencontres individuelles.

# LES GROUPES NATIONAUX :

—  
**être solidaires,  
nous sommes  
tous des  
militants**

**P**BI est un mouvement international de gens qui cherchent la justice et la paix et qui pratiquent la solidarité avec les défenseurs maltraités dans différentes parties du monde. Notre but est d'attirer l'attention et de faciliter les combats positifs, non seulement au plus haut niveau mais aussi à la base. Nous collaborons et partageons des informations avec un ensemble de partenaires appartenant à des ensembles très variés. Nous voulons que chacun soit sensible au respect des droits humains et s'engage en ce sens. Les groupes nationaux de PBI sont au cœur de ce travail.



**Si PBI n'avait pas été là, nous serions en prison. Par deux fois, nous avons été sur le point d'être emprisonnés : grâce à PBI ce ne fut pas le cas**

**UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ UVOC**

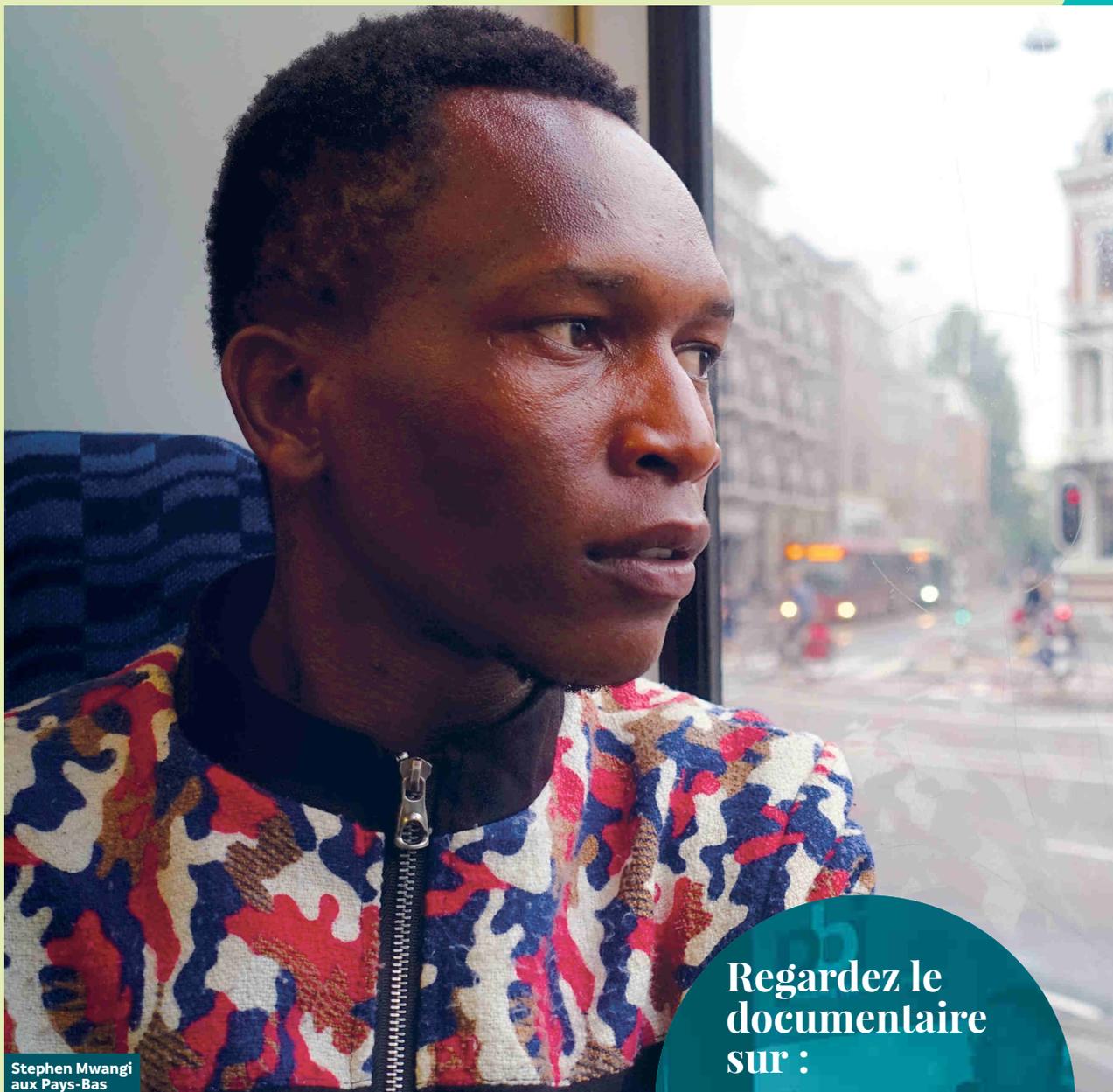
**Guatemala-ville**



Projection de « Chocolats de la paix », Hambourg

## Voir c'est croire

Rien n'a plus d'impact que l'image. Les films émeuvent nos passions ou nos indignations. Ils peuvent susciter des vocations de militants. En 2017, PBI a organisé des projections en Allemagne et en Suisse. En Suisse, nous avons projeté devant 60 personnes Ixcanul, le premier film guatémaltèque en langue Cakchiquel (de la famille des langues Maya) ayant été nominé ; les acteurs sont membres des communautés locales. En Allemagne nous avons fait sous-titrer Chocolats de la paix et avons organisé plusieurs projections rassemblant chacune entre 50 et 130 personnes. Ce film retrace l'accompagnement par PBI de la communauté de paix de San José de Apartadó.



Stephen Mwangi  
aux Pays-Bas

Regardez le  
documentaire  
sur :

[youtu.be/  
h2Pt9sOXvDIblog](https://youtu.be/h2Pt9sOXvDIblog)



**A Nairobi, violence et corruption font partie de la vie quotidienne. Vous devez vous méfier de la police. Je veux montrer que ce n'est pas normal ! Ma tournée aux Pays-Bas et à Bruxelles me donnent la possibilité d'attirer l'attention internationale sur ce problème**

**STEPHEN MWANGI**

**Centre pour la justice sociale  
de Mathare, Kenya**



### **Le café et les droits de l'Homme**

Nous saisissons toutes les occasions pour parler des droits humains et montrer que chacun peut agir dans ce domaine. En 2017, aux Pays-Bas, nos cafés-rencontres sur les droits humains ont pris de l'ampleur. L'un des plus marquants fut celui où Stephen Kinuthis Mwangi du Centre pour la justice sociale de Mathare nous a parlé des défis que devaient affronter les défenseurs dans ce bidonville de Nairobi au Kenya. Il a été rejoint par un volontaire PBI qui nous donnait des informations en direct sur ce qu'est le travail d'un volontaire de terrain. Ce fut une rencontre inter-active et motivante. Pendant que Stephen était en Europe, nous avons également organisé des rencontres avec des membres du gouvernement, des ONG ainsi qu'à la commission et au parlement européens à Bruxelles. Un média néerlandais a fait un documentaire sur lui et sur les violences policières au Kenya.

Sans les centaines de personnes et d'organismes qui soutiennent PBI avec leur temps, leur énergie et leurs contributions financières, notre travail en faveur des droits de l'Homme ne serait pas possible.

**Merci à tous pour leur engagement en faveur de PBI**

## Nos volontaires et nos bénévoles

### Les volontaires PBI (répartition par genre)

en 2017, on compte 399 volontaires sur le terrain, dans les groupes nationaux et au secrétariat international :



### Les volontaires PBI (répartition par pays d'origine)

399 volontaires interviennent dans 13 groupes nationaux, 7 programmes, et au secrétariat international. Parmi eux, 110 volontaires internationaux étaient présents sur le terrain.



# Les finances de PBI

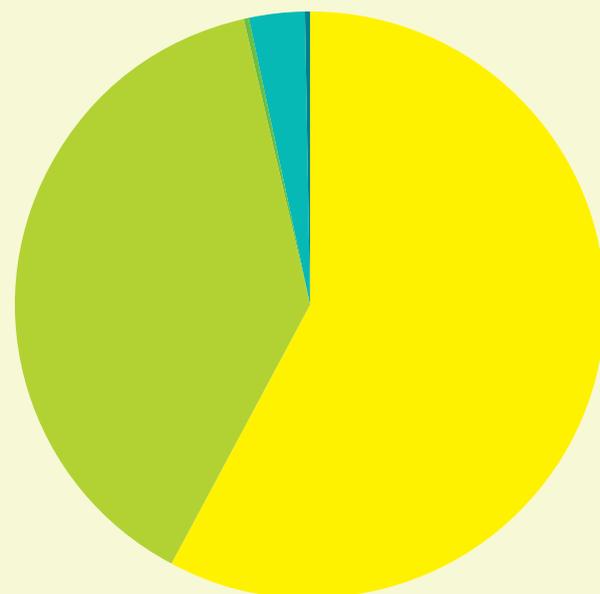
## Qui finance PBI ?

Pour notre travail de protection des défenseurs des droits humains, nous dépendons du soutien de personnes individuelles, de fondations, d'institutions religieuses, d'agences gouvernementales et d'autres sources multilatérales.

**La plupart des subventions provenant des gouvernements et des fondations sont collectées par les groupes nationaux en lien avec les programmes de terrain. Les groupes nationaux entretiennent également d'étroites relations avec les donateurs individuels**

**en Allemagne, en Belgique, au Canada, en Espagne, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Irlande, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suisse**

Revenu total en 2017 :  
2 334 548 €



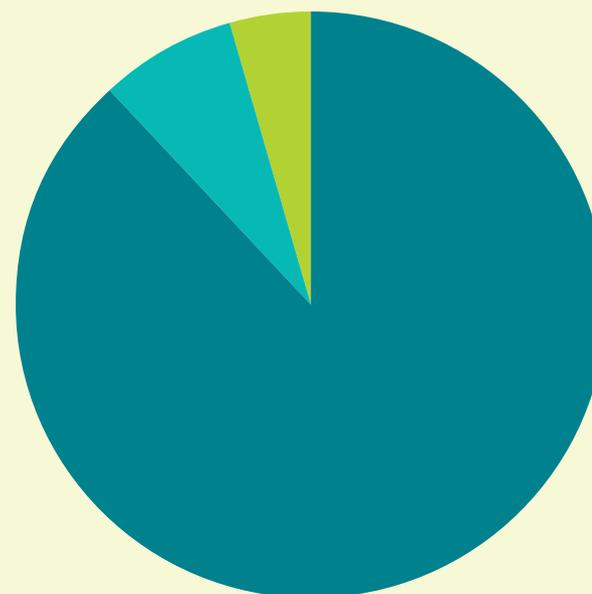
- **Gouvernements et entités multilatérales :**  
€1.353.705  
57,99%
- **Fondations :**  
€898.813  
38,50%
- **Personnes privées :**  
€9.584  
0,41%
- **Groupes nationaux :**  
€69.537  
2,98%
- **Autres :**  
€2.909  
0,12%

## Comment PBI utilise ses ressources

Pour chaque euro reçu, 88 centimes sont dépensés pour le travail en faveur des droits de l'Homme, 4,5 centimes pour garantir que la gouvernance de nos établissements est conforme aux principes fondateurs de PBI (horizontalité et prise de

décision par consensus). Les 7,5 centimes restant servent à financer les frais de collecte de fonds.

Total des charges en 2017 :  
2 368 259 €



- **Accompagnement protecteur international et autres formes de soutien aux défenseurs :**  
€2,090,003  
88,3%
- **Recherche de fonds :**  
€175,809  
7,4%
- **Gouvernance :**  
€102,447  
4,3%

\* Tous les chiffres sont en EURO et soumis à un audit final. Cette analyse financière n'inclut pas les comptes des groupes nationaux de PBI qui sont des entités juridiques distinctes.

# Nos soutiens en 2017

**Nous tenons à remercier les nombreuses personnes et organismes qui nous ont apporté un soutien financier en 2017. Parmi eux :**

Agència Catalana de Cooperació al Desenvolupament (ACCD)  
Agencia Extremeña de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AEXCID)  
Agencia Vasca de Cooperación para Desarrollo (AVCD)  
Ajuntament de Barcelona  
Ayuntamiento de Santander  
Ayuntamiento de Valladolid  
Ayuntamiento Donostia – San Sebastián  
Ayuntamiento Pamplona  
Basilian Human Development  
Berti Wicke-Stiftung  
Brot für die Welt – Bread for the World  
Canadian Embassy in Costa Rica  
Chiesa Evangelica Valdese Unione delle Chiese metodiste e valdesi “Otto per Mille”  
Christian Aid – Irish Aid (IAPF)  
Christian Aid Charity  
Civil Peace Service (resources provided by the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)  
Cooperativa Libra – Fondo Lara Groppo  
Délégation Genève Ville Solidaire (DGVS)  
Diputación de Córdoba  
Diputación de Valladolid  
Dutch Embassy in Costa Rica

Eleanor Rathbone Charitable Trust  
Embajada de Finlandia en México  
Embajada de Suiza en México  
Etat de Genève, Service de la Solidarité Internationale (SSI)  
European Instrument for Democracy and Human Rights (EIDHR)  
Evangelisch-reformierte Kirchgemeinde St Gallen Tablat  
Fédération Vaudoise de Coopération (FEDEVACO)  
Ferster Stiftung  
Fondo Canadá para Iniciativas Locales (FCIL)  
Fonds de solidarité du Barreau de Paris  
Fribourg-Solidaire – Fédération fribourgeoise de coopération internationale  
Generalitat Valenciana. Conselleria de Transparencia, Responsabilidad Social, Participación y Cooperación  
Gesamtkirchgemeinde Bern und Umgebung (GKG Bern)  
Gobierno de Cantabria – Dirección General de Juventud y Cooperación al Desarrollo  
Gobierno de Navarra  
Institut für Auslandsbeziehungen (ifa), zivik programme (Civil Conflict Resolution)  
Ilustre Colegio de Abogados del Señorío

De Vizcaya (ICASV)  
Interchurch Organisation for Development Cooperation (ICCO)  
Intermón – Oxfam  
International Social Service (ISS)  
Irish Embassy  
Jenö Stähelin Stiftung  
Kanton Basel – Stadt  
MacArthur Foundation  
Matrix Causes Fund – Matrix Chambers  
Maya Behn-Eschenburg Stiftung  
Mensen Met Een Missie  
Ministry of Foreign Affairs of Norway COL-16/0017  
Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

Misereor  
Non Violence XXI  
Open Society Foundation  
Oxfam Solidarité

## **Donateurs privés ou individuels**

Rosa Luxemburg Foundation  
William Payne (private donor)  
Secours Catholique – Caritas France  
Smartpeace Foundation  
Terra 21 Foundation  
The Bryan Guinness Charitable Trust  
The Overbook Foundation  
Trócaire  
UNIFOR  
York University



**le plus important pour nous est de ne pas nous taire, car nous sommes la voix de ceux qui n'ont pas de voix : nous ne devons pas laisser le silence devenir notre maître**

**FAISAL EL BAGIR**

**Soudan**



# Pour contacter PBI

## Les groupes nationaux PBI

### Belgique

23 rue Lt F Wampach  
B-1200 Brussels  
Belgium

✉ info@pbi-belgium.org

### Canada

323 Chapel Street  
Ottawa, Ontario  
K1N 7Z2  
CANADA

☎ +1 613 237 6968

✉ info@pbicanada.org

### France

21 ter rue Voltaire  
75011, Paris, France

☎ +33 14373 4960

✉ pbi.france@free.fr

### Allemagne

PBI Deutscher Zweig. e.V.  
Bahrenfelder Straße 101a  
22765 Hamburg

☎ +49 40 3890 43710

✉ info@pbi-deutschland.de

### Irlande

12 Parliament Street,  
Dublin 2  
Republic of Ireland

✉ pbiireland@peacebrigades.org

### Italie

Via Asiago 5/A, 35010,  
Cadoneghe (PD),  
Italy

☎ +39 345 269 0132

✉ info@pbi-italy.org

### Pays-Bas

Oudegracht 36  
3511 AP Utrecht  
The Netherlands

☎ + 0031- 6-16498221

✉ info@peacebrigades.nl

### Norvège

Fredshuset (Peace House)  
møllergata 12, 7th floor,  
Oslo, Norway

☎ +47 97092657

✉ kontakt@pbi.no

### État espagnol

C/General Dávila,  
242 B, 4º B,  
39006 Santander  
España

☎ + 34 659 630 355

✉ admin@pbi-ee.org

### Catalogne

c/Erasmus de Janer 8,  
entresòl, despatx 8,  
08001 Barcelona  
España

✉ catalunya@pbi-ee.org

### Suisse

Gutenbergstrasse 35  
3011 Bern  
Switzerland

☎ +41 31 372 44 44

✉ info@peacebrigades.ch

### Royaume-Uni

1B Waterlow Road  
London N19 5NJ  
UK

☎ +44 (0)20 7281 5370

✉ admin@peacebrigades.org.uk

### États-Unis d'Amérique

Peace Brigades International-USA,  
P.O. Box 75880,  
Washington DC, 20013

✉ info@pbiusa.org

## PBI International

PBI International Office  
Village Partenaire  
rue Fernand Bernier,15  
1060 Bruxelles

✉ admin@peacebrigades.org



**Quand c'est nécessaire,  
le premier numéro que  
j'appelle, le premier  
endroit où je cherche  
refuge, c'est PBI**

**VELIA MURALLES  
Guatemala**





peacebrigadesinternational

**Les Brigades de Paix  
Internationales :**

**promotion de la non-violence et  
des droits de l'Homme depuis 1981**

[www.peacebrigades.org](http://www.peacebrigades.org)

Traduction française : Brigitte Chambolle

PBI est enregistré dans l'état de Washington, USA, 1982, 501 © (3) registration 91-1179750. Companies House registration FC 19368



Cette publication a été produite avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu est de la seule responsabilité de PBI et ne peut, en aucun cas, être considéré comme un point de vue de l'Union européenne.